

Baromètre de la confiance politique - vague 7



Le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF est la référence pour mesurer la valeur cardinale de la démocratie : la confiance. Depuis 2009, il dévoile les niveaux de confiance accordée aux acteurs politiques, sociaux et économiques par les Français. Il révèle les degrés de confiance personnelle et interpersonnelle. Il divulgue enfin les perceptions de l'avenir articulées entre optimisme personnel et pessimisme collectif.

La participation est-elle un gage de confiance politique ? Virginie Tournay

Si la défiance des Français pour la politique est maintenant une constante des sondages, les médiations institutionnelles entre les citoyens et le pouvoir politique sont diversement touchées par ce phénomène. L'analyse des résultats de la vague 7 du Baromètre de décembre 2015 pointe une diminution de la défiance politique concernant les institutions de proximité (le conseil municipal, le conseil régional) alors que les grandes institutions politiques nationales et européennes demeurent les plus rejetées. En outre, les différentes vagues du Baromètre ont montré que les institutions non représentatives qui assurent des fonctions de protection (l'armée, l'hôpital), bénéficient également d'une bonne popularité (Madani Cheurfa, 2016). L'objectif de cette note est d'étudier la nature des attitudes politiques liées à cette demande sociale de proximité et de protection. Il s'agit d'analyser si cette demande s'accompagne d'une aspiration des Français à prendre davantage la parole et à participer activement à la vie démocratique.

I / La proximité politique et l'engagement citoyen : un même phénomène ?

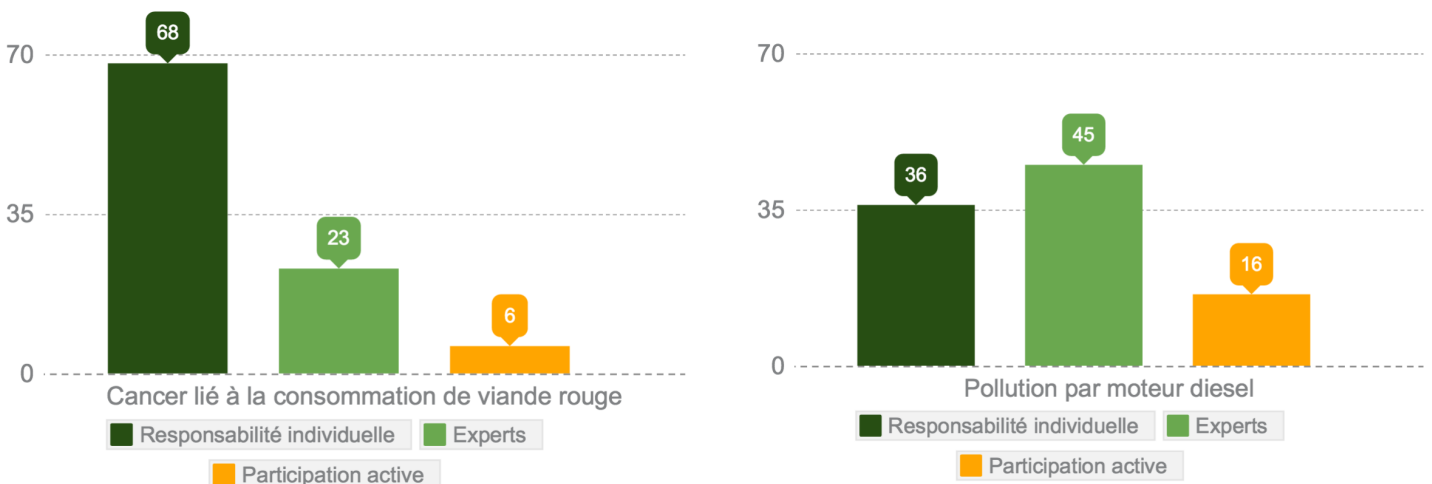
Le discours politique insiste régulièrement sur la participation citoyenne et met en avant des expériences locales fortement médiatisées, notamment en matière environnementale. Cette politisation est-elle reliée à l'aspiration des Français à la proximité politique ? Nous avons porté attention aux courroies de transmission qui touchent directement et pratiquement le quotidien des Français en plus de leurs opinions sur le fonctionnement de notre système politique. L'introduction des indicateurs de la "stealth democracy" dans la vague 7 de ce Baromètre apporte des précisions concernant les attitudes politiques rattachées à cette confiance d'en bas (Bruno Cautrès, 2016). Cette note analyse les attitudes politiques associées à certaines situations de risque collectif et les effets de la pratique numérique sur la perception du monde politique.

Des questions concernant la gestion individuelle des risques collectifs ont été ajoutées à ce baromètre. La confiance d'en bas est-elle confortée lorsque les Français ont la possibilité de participer aux affaires publiques liées à la gestion de situations à risques ? Les recompositions contemporaines de l'espace public, et en particulier le développement du réseau internet, modifient les modalités de la participation citoyenne. Des modules interrogeant la place des médiations numériques ont également été inclus. Il s'agit de tester dans quelle mesure la montée en puissance de la sociabilité numérique traduit (ou non) une transformation dans la confiance politique.

II/ Participation et politiques du risque

Lorsque les Français sont confrontés à des situations collectives susceptibles d'altérer leur quotidien de vie, le souhait de s'engager dans les affaires publiques varie en fonction de la nature du risque perçu. Si le risque concerné peut être administré à une échelle individuelle, la probabilité d'observer une politisation sera beaucoup plus faible qu'en présence d'un risque dont la résolution implique nécessairement une adaptation collective des comportements. Par exemple, 68% des répondants considèrent que la consommation de viande rouge est de leur propre responsabilité. Dans ce cas de figure, le risque associé de développer un cancer n'est pas interprété comme une préoccupation de nature politique. Cette valeur tombe à 36% lorsqu'il s'agit de décider du taux de pollution acceptable concernant les voitures équipées de moteur diesel. 61% des répondants déclarent qu'il faut une expertise instituée et, parmi eux, 16% déclarent souhaiter s'engager activement dans la délibération destinée à renseigner les responsables politiques. Pour les risques de cancer liés à la consommation de viande rouge, ils sont seulement 6%. Ces données montrent que la politisation est plus marquée quand les risques collectifs ne peuvent être administrés qu'à l'échelle de l'ensemble de la population (Virginie Tournay, 2015).

III/ La variable générationnelle et territoriale



La politique de risque et le degré de politisation (responsabilité individuelle ; prise en charge par une commission d'experts instituée ; participation active du répondant au processus de décision politique) (%)

L'aspiration à rendre ces problèmes politiques d'une part et d'autre part, la volonté de s'engager politiquement sont également liés à la variable générationnelle, et ce, quelle que soit la nature du risque collectif considéré. Les 65 ans et plus sont les plus soucieux de préserver leur autonomie dans les choix alimentaires (77%) et écologiques (43%), au contraire des 18-24 ans qui plafonnent respectivement à 64% et à 30% pour ces deux types de risque. La dimension territoriale intervient dans la constitution du diesel comme problème de nature politique. Touchées de plein fouet par ce problème, les personnes résidant en Ile-de-France déclarent vouloir s'assurer que cette question soit prise en charge par des commissions d'experts (56% contre 41 à 43% dans les autres régions). Elles ne sont néanmoins pas plus nombreuses à vouloir s'engager individuellement dans la défense de cette cause (15% contre 13 à 19%).

IV/ Sociabilité numérique et participation politique

La montée en puissance de l'usage d'internet et des réseaux sociaux se traduit par des transformations structurelles de l'espace public. Ce module interroge la façon dont les médiations numériques affectent (ou non) le rapport du citoyen à la vie politique. En nous appuyant sur le modèle du cube de la e-démocratie développé par Thierry Vedel (2003), l'enquête a porté sur les trois dimensions constitutives de la participation démocratique : l'information politique (profondeur), les échanges entre les citoyens (dimension horizontale) et la proximité vis-à-vis des élus politiques (dimension verticale). Si 57% des personnes interrogées considèrent que ces dispositifs numériques constituent un gain en matière d'information politique et pour 63%, qu'elles facilitent la sociabilité politique horizontale, en revanche la e-démocratie verticale est moins bien connotée, surtout chez les plus de 50 ans. Seuls 35% des répondants perçoivent une amélioration de la proximité politique vis-à-vis des élus et les effets « top-down » de cet outil sont globalement envisagés de façon péjorative car susceptibles de conduire à une surveillance accrue des opinions par l'État ou les grandes multinationales (71%). La variable générationnelle et l'activité dans les réseaux sociaux sont à approfondir pour ces différents résultats mais le sentiment de défiance vis-à-vis de la fonction de surveillance de l'outil numérique est élevé et reste très peu affecté par la variable générationnelle.

Certaines opinions sont parfois exprimées au sujet d'Internet et des réseaux sociaux (comme Facebook ou Twitter par exemple). Par rapport aux médias traditionnels (presse, TV), ils permettent... (% d'accord)).

	... de mieux s'informer sur la vie politique (dimension profondeur)	... d'échanger entre citoyens sur un plan politique (dimension horizontale)	... de se sentir plus proche des élus (dimension verticale)	... peuvent conduire à une plus grande surveillance des opinions (dimension péjorative)
Global	57	63	35	71
18-24 ans	70	63	42	72
25-34 ans	59	68	49	68
35-49 ans	55	65	38	68
50-64 ans	55	59	31	72
65 ans et +	56	61	25	73

La participation citoyenne et la e-démocratie ne sont pas des gages de confiance politique

La confrontation des Français à des risques alimentaires ou environnementaux n'est pas automatiquement associée au désir de politiser ces questions. Cette attitude dépend de la nature du risque, des variables générationnelle et territoriale. La sociabilité numérique encourage les aspects horizontaux de la démocratie. En revanche, elle ne s'accompagne pas d'une confiance accrue vis-à-vis des décideurs politiques et ne conforte pas l'axe vertical de la confiance politique (Virginie Tournay, 2015). Une forte défiance dans la fonction de surveillance de l'outil est au contraire soulignée. Ce point rend difficile l'instauration de nouveaux relais de confiance depuis l'espace public numérique jusqu'au pouvoir politique. La demande sociale de proximité et de protection ne s'accompagne pas nécessairement d'un désir de participation accrue des citoyens à la vie politique. En d'autres termes, la participation citoyenne et la e-démocratie ne sont pas des gages de confiance politique.

Références citées

Bruno Cautrès, "La démocratie française est-elle une démocratie furtive ?", CEVIPOF, 2016, <http://goo.gl/QTMiQw>
 Madani Cheurfa, "L'état d'urgence modifie-t-il la confiance des Français ?", CEVIPOF, 2016, <http://goo.gl/zL0Jzs>
 Virginie Tournay, "Effets de la numérisation de nos sociétés sur la vie politique", dans Refaire la démocratie (dir. Claude Bartolone et Michel Winock), Rapport n°3100, 2015.
 Virginie Tournay, "Pourquoi les OGM végétaux font-ils peur et pas les gènes-médicaments ?", The Conversation, 2016, <http://goo.gl/NXd319>
 Thierry Vedel, "L'idée de démocratie électronique. Origines, Visions, Questions" dans Le désenchantement démocratique (dir. Pascal Perrineau), Éd. de l'Aube, 2003.

L'auteur

Virginie TOURNAY

virginie.tournay@sciencespo.fr



www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/



www.cevipof.com



@CEVIPOF



fb.com/centrederecherches.cevipof

Edition

Madani CHEURFA

Odile GAULTIER-VOITURIEZ